

Discours du Premier ministre **L'urgence budgétaire ne doit pas compromettre une visée sociale**

À la suite de l'allocution du Premier ministre, l'Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire, l'UDES, prend acte de la nécessité de rétablir les comptes publics. Mais elle alerte : l'effort budgétaire annoncé fait peser un risque majeur sur la cohésion sociale, sur l'action publique de proximité et sur l'emploi.

L'UDES exprime ses inquiétudes face à une série de mesures qui ciblent prioritairement les dépenses de santé, les prestations sociales, les financements aux opérateurs publics et les aides aux collectivités locales, partenaires essentiels de l'action sociale, de l'insertion et de la vie associative.

« Oui, la trajectoire de désendettement est nécessaire, mais l'effort supplémentaire demandé aux collectivités est inquiétant car il revient à menacer des milliers d'emplois dans les secteurs sanitaire, social, médico-social, culturel ou environnemental, qui dépendent en grande partie de financements publics et d'un soutien territorial stable. C'est incompréhensible car ce sont pourtant des emplois utiles, ancrés localement, non délocalisables et surtout au service de l'ensemble de la population et notamment des plus fragiles », souligne le président de l'UDES.

Une réforme qui doit s'appuyer sur la concertation

Sur le volet travail, l'Union accueille avec attention l'ouverture de chantiers sur la protection sociale et le droit du travail, ainsi que la réflexion sur une évolution de l'assiette de financement. L'UDES insiste cependant sur la nécessité de bien diagnostiquer et d'évaluer les conséquences concrètes que toute mesure aura en termes d'économies d'un côté et de sacrifices sociaux d'autre part.

« Si ces réformes veulent être crédibles et justes, alors tous les partenaires sociaux représentatifs doivent y être associés. Tous, y compris ceux qui représentent des pans entiers de l'économie comme l'ESS, encore trop souvent oubliée », insiste David Cluzeau.

L'UDES a écrit au Premier ministre pour lui rappeler la nécessité d'associer pleinement l'Union aux travaux à venir, en tant que seule organisation patronale représentative de l'économie sociale et solidaire, qui pèse 10 % du PIB, regroupe plus de 200 000 employeurs et emploie 2,7 millions de salariés dans des secteurs au cœur de la transition sociale et écologique.

« Ce plan de rigueur budgétaire ne devra pas faire fi d'efforts : pour l'emploi, pour la justice sociale, pour la vitalité territoriale. L'UDES est prête à prendre toute sa part dans ce chantier collectif », conclut son président.

UDES - L'Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire (UDES) est la seule organisation patronale représentative des employeurs de l'ESS. Elle regroupe 22 groupements et syndicats d'employeurs, représentatifs dans 17 branches et secteurs professionnels. L'UDES défend et exprime les intérêts de l'ensemble des employeurs de l'ESS (associations, mutuelles, coopératives, fondations) soit plus de 200 000 entreprises employant près de 2,7 millions de salariés. Engagée pour un modèle économique responsable et solidaire, l'UDES contribue à enrichir les grandes réformes sociales et soutient les employeurs de l'ESS dans leurs enjeux de développement, d'attractivité et d'innovation sociale. Plus d'informations sur www.udes.fr